



**Le sommet social aura duré deux jours, pour capoter deux jours après.** Peugeot, au nom du patronat, financier et industriel, envoie un message clair : « Nous continuons à licencier sans entrave » Il n'y a pas d'alternative : ou bien l'agression libérale contre toutes questions sociales, ou bien une politique sociale fondée sur l'intérêt du Travail. L'été est pourri, la rentrée sociale apportera le soleil si la mobilisation est au rendez-vous. Car les licenciements patronaux ne prennent pas de vacances.

## **Peugeot, Hersant, M Real, UPM, Schweitzer de Mauduit... Les patrons foulent au pied le sommet social !**

**8 000 bras d'honneur, voilà la conclusion patronale du sommet social.** Peugeot, gavé d'aides publiques depuis des années, vient d'avouer ce qu'il avait nié : pour la sauvegarde des profits de la famille Peugeot, le sacrifice de milliers d'emplois (8 000) et la fermeture d'usines entières est pratiqué de façon légère et désinvolte, selon les termes de son nouveau partenaire américain. Voilà qui augure mal de ce qui va se passer chez Renault... et dans l'ensemble du pays.

**Preuve est ainsi administrée qu'il n'y a pas de raccourci :** ou bien, par la loi et la mobilisation, le pouvoir patronal de licencier est contenu, ou bien il continue de s'exercer de la façon la plus brutale. Envoyer au chômage des salariés, c'est les vouer définitivement aux boulots précaires et à pas de travail du tout, surtout vu l'efficacité de Pôle Emploi et des « reconversions » pratiquées par les officines privées mises en place par Sarkozy.

**De l'intérieur de ce sommet social, baptisé « grande conférence sociale », des mines ont été posées par le patronat... et le gouvernement.**

« **Compétitivité.** » Flanqué de son secrétaire d'Etat à la question syndicale, François Chérèque (CFDT), le gouvernement sort tout à coup la question centrale pour lui de la « compétitivité » des entreprises. Le thème cher au Medef et à Sarkozy retrouve une nouvelle vie. Medef, CFDT, CFTC et CGC avaient signé un document le 6 juin 2011 qui abordait la crise du système économique capitaliste du point de vue de la sauvegarde des profits : pour eux, la crise doit être traitée par la baisse des cotisations sociales, la flexibilité des salaires et du temps de travail. Voilà ce que « compétitivité » veut dire pour eux. Un axe majeur de la nouvelle majorité présidentielle.

**CSG et TVA sociale.** La TVA sociale ayant été combattue par le candidat-président, le président élu fait entrer par la fenêtre le dogme libéral qui la justifiait : c'est aux assurés sociaux de payer la dette, le déficit de l'économie de profit. Donc le gouvernement prétend à la hausse de la contribution sociale généralisée, créée par Michel Rocard. Tout continue d'être pratiqué pour ne pas toucher aux profits patronaux. Une étude de l'OCDE vient de paraître, constatant que la part du travail dans le partage de la valeur ajoutée n'a cessé de baisser depuis 3 décennies. Putain, 30, ans ! Pendant que l'INSEE publie une étude qui annonce une baisse historique du pouvoir d'achat en 2012.

**Financement de la Sécurité sociale.** La conférence sociale a d'ailleurs lancé un programme de rencontres sur le financement de la Sécurité sociale. La première revendication du Medef, lors de sa création, était de passer du financement patronat-salariat à une retraite par points. La CFDT aspire à un transfert des cotisations vers l'impôt. Toutes ces formules convergent vers un but commun, exonérer les patrons (ils disent « l'entreprise »...) des cotisations sociales, c'est-à-dire les libérer de la conquête sociale de la Libération.

**L'épée de Damoclès du traité européen.** Quelle sera la marge de manœuvre des négociations prévues, alors qu'à la rentrée parlementaire, la nouvelle majorité sera appelée à adopter le Traité européen nommé TSCG ? Un label de gauche serait délivrer à une austérité perpétuelle, dirigée par l'Union européenne, sommant les Etats endettés et déficitaires de casser des emplois et des dépenses publiques, de faire baisser le « coût du travail » au prix de la Sécurité sociale.

**Le sommet social a vécu ce que vivent les roses, l'espace d'un matin.** Mais la réalité sociale est moins poétique : les salariés du groupe Hersant, ceux de Peugeot, de M Real, de Schweitzer de Mauduit attendent autre chose que le traitement de la question sociale par son envoi dans le grand hall des pas perdus ou dans la salle d'attente. La politesse affichée par le gouvernement, son obsession mille fois répétée de la « concertation » ne sont que la forme, l'écume de la question sociale.

**Puisque les patrons utilisent comme d'habitude les langueurs estivales pour anesthésier le pays et perpétrer leurs mauvais coups, il va bien falloir à la rentrée construire de grandes mobilisations pour l'emploi, les salaires et la protection, toutes revendications contradictoires avec l'austérité européenne et les menées patronales. La Filpac CGT, d'ores et déjà, répond : présent !**